FORUM POUR L'AVENIR
Franco-Allemand

https://forumpourlavenir.eu

Tous les deux mois, on vous emmène à la rencontre de celles et ceux qui font bouger leur territoire en France et en Allemagne.

Édition spéciale : aux origines de nos recommandations

Le Forum pour l'avenir a publié ses premières recommandations de politique publique. Elles sont le fruit de 12 mois d'analyse des expériences locales partenaires et de dialogues franco-allemand. Ces propositions abordent des domaines complémentaires pour soutenir les transitions socio-écologiques locales. Focus sur trois recommandations et les coulisses de leur élaboration.

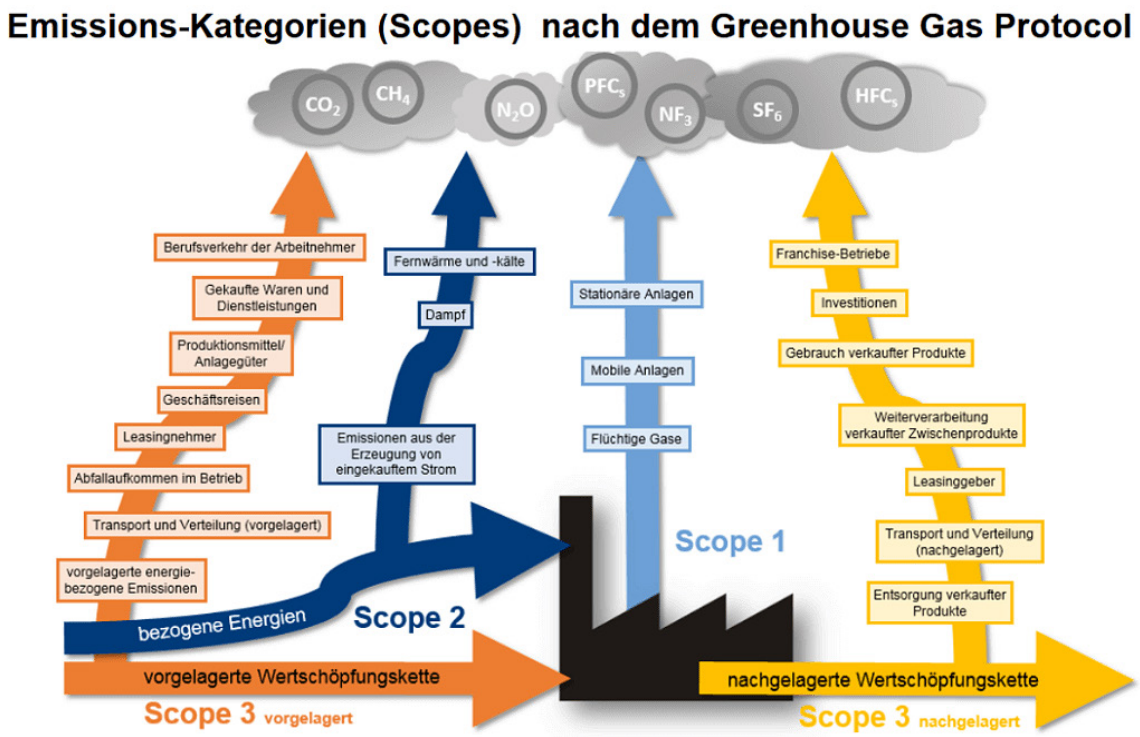
Dunkerque, novembre 2021

Les recommandations du Forum sont le fruit d'une aventure commencée à Dunkerque l'hiver dernier : le Secrétariat franco-allemand du Forum s'y était réuni pour la première fois (crise du Covid oblige). Soixante heures de travail avec traduction simultanée sur des sujets complexes, cela ne s'improvise pas !

https://forumpourlavenir.eu/le-mot-de-patrizia-nanz-et-gilles-de-margerie

Pourquoi la comptabilité locale des émissions de gaz à effets de serre est importante ?

De nombreux programmes nationaux et européens sont mis en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Pourtant, les bilans GES au niveau local restent rares, appliquent des méthodes différentes empêchant toute vision consolidée au niveau national. Peu d'outils existent pour mesurer les effets d'actions locales visant à réduire les émissions GES. Pourquoi est-ce un problème ? Quelles solutions proposons-nous ?



« L'acquisition et la qualité des données représentent un défi majeur pour comptabiliser nos émissions de gaz à effet de serre. Et, aussi bien sûr, l'actualisation de ces données. Les données que nous transmet le groupe de travail régional en Hesse peuvent dater de 2 ou 3 ans. [...] Si nous voulons utiliser la comptabilité comme un outil de mesure de l'action climatique à l'échelle des collectivités territoriales, nous sommes contraints de nous procurer des données par nos propres moyens, parfois à titre payant. »

Nadine Bernshausen, Maire et référente climat, Ville universitaire de Marbourg

Trois obstacles principaux ...

Comme un grand nombre de collectivités territoriales en Allemagne, la ville de Marbourg se heurte à de nombreux obstacles dans ses démarches pour mettre en place un suivi efficace, en premier lieu desquels l'obtention des données.

En France, les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants y sont déjà tenues depuis 2012 – une obligation étendue aux collectivités de plus de 20 000 habitants depuis 2020. Il existe dans presque toutes les régions des « Agences et observatoires régionaux de l'énergie et de l'environnement », qui accompagnent la collecte et le traitement des données. Toutefois, comme en Allemagne, l'accès à des données fiables et régulièrement actualisées, ainsi qu'à des modèles permettant le suivi des effets des mesures de protection du climat à l'échelle locale reste insuffisant.

Les normes de comptabilisation des émissions GES sont un autre obstacle. Ainsi, en Allemagne, la norme Bisko ne tient pas compte de certains secteurs hautement émetteurs comme les transports et la consommation. La France, quant à elle, a pris un pas d'avance avec l'introduction de la norme Scope 3. Celle-ci permet la prise en compte non seulement des émissions directes mais aussi des émissions indirectes, nécessaires par exemple à la fabrication et au transport d'un produit.

Enfin, les collectivités territoriales ne disposent que trop rarement des capacités et compétences pour effectuer les mesures nécessaires. En France comme en Allemagne, il existe un grand besoin de soutien ciblé en la matière.

... et des solutions

Dans le cadre du « Forum », des acteurs de collectivités territoriales des expert·e·s de la société civile et des administrations nationales françaises et allemandes, ont évoqué ensemble les défis de la comptabilisation locale des émissions GES. Il est apparu clairement que les collectivités territoriales ne pourront résoudre seules ces défis sans un soutien conséquent du niveau national, en particulier en Allemagne, mais aussi en France. Ces efforts supplémentaires profiteraient directement aux gouvernements des deux pays, puisque l'atteinte des objectifs nationaux de réduction des émissions dépend des efforts fournis dans les collectivités territoriales et de leur capacité à les mesurer.

C'est pourquoi le Forum pour l'avenir franco-allemand recommande aux deux gouvernements d'intensifier considérablement leurs efforts pour mettre en place un suivi efficace des émissions de GES à l'échelon local et intégrer ce suivi à la comptabilisation nationale.

Des propositions d'action concrètes accompagnent cette recommandation pour répondre au besoin de normes, de modèles, de méthodes uniformes ainsi que de données exploitables, afin que les collectivités territoriales puissent définir leurs propres objectifs et mesurer leurs progrès.

L'une d'entre elles est de garantir légalement l'accès des collectivités territoriales à des données régionalisées et actualisées, dans des formats adaptés – y compris les données détenues par les acteurs privés tels que les opérateurs de réseaux.

Le Forum pour l'avenir recommande également au gouvernement français de renforcer les agences et observatoires régionaux existants, en particulier dans leur capacité à préparer, traiter et analyser les données et consolider leur rôle de soutien, non seulement aux régions mais aussi aux communes et intercommunalités. En Allemagne, l'État fédéral devrait s'associer au Länder pour mettre en place des observatoires régionaux chargés de collecter des données, d'accompagner et de conseiller les communes.

Le gouvernement allemand devrait en outre réviser fondamentalement les objectifs, outils et méthodes de comptabilité (notamment la norme Bisko) afin de mieux refléter l'impact des politiques régionales sur les émissions de GES. Cela implique notamment la prise en compte non seulement des émissions de GES, mais aussi des puits de carbone, ainsi que l'élargissement de la comptabilité au scope 3, déjà en vigueur en France. Les bilans GES des collectivités territoriales ainsi renforcés devraient être intégrés dans une visualisation nationale des politiques régionales climatiques accessible au public.

Un regard du coté de nos voisins en Norvège ou au Royaume-Uni démontre qu'en favorisant un accès facile aux données et aux méthodes de comptabilisation GES, les gouvernements nationaux sont tout à fait en mesure de soutenir les collectivités territoriales dans le suivi des émissions et de l'identification de leurs puits de carbone. **Ces mesures sont indispensables afin d'accélérer la transition écologique** en France et en Allemagne.

Crédit photo : Lauren McKown

Comment soutenir l'action des collectivités territoriales en faveur de système alimentaires locaux et durables ?

Au contact des équipes de Nebelschütz et de Mouans-Sartoux et au fil des échanges avec les experts associés à l'élaboration de ses recommandations, le Forum pour l'avenir franco-allemand a constaté que de nombreuses mesures nationales sont déjà lancées pour soutenir une consommation alimentaire responsable et développer des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Pour renforcer significativement au niveau local cette transition, déterminante tant pour réduire nos émissions GES que pour préserver la biodiversité dans nos territoires, il faut cependant accélérer la mise en œuvre de tous les dispositifs prévus.

Crédit photo : Ville de Mouans-Sartoux

(chiffre clé)

30 % Les systèmes alimentaires sont responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde.

L'action des collectivités territoriales, un effet d'entraînement décisif en Allemagne et en France

En Allemagne, la commune de Nebelschütz (1 200 habitant.e.s), dans le Land de Saxe, a mis en place dès 2004 un système local d'éco-compte qui permet aux entreprises de compenser leur impact environnemental en finançant des mesures écologiques compensatoires mises en place par la municipalité. Ce financement a notamment permis à la commune de racheter plus de 100 hectares de forêts, prairies et terres agricoles, pour partie louées à des agriculteurs et agricultrices biologiques ou réhabilitées comme jardins communautaires et vergers.

En France, la ville de Mouans-Sartoux (9 200 habitants) dans le département des Alpes-Maritimes fait figure d'avant-garde en matière d'alimentation saine et durable et de maintien d'une agriculture locale dans un territoire fortement soumis à la spéculation foncière et à une forte pression urbanistique. La ville a acquis plusieurs hectares de terres agricoles et créé une régie agricole produisant 95 % des fruits et légumes consommés dans les cantines scolaires des écoles municipales. En parallèle, elle a mené un important travail de réduction du gaspillage alimen-

taire. Ceci a permis de financer la conversion des cantines municipales au 100 % bio. Enfin, pour faire changer plus profondément et durablement les pratiques alimentaires des habitants, la ville a fondé en 2016 une Maison d'éducation à l'alimentation durable (MEAD) qui porte différents projets auprès et avec les citoyens.

Sur base des expériences de ces deux villes, le Forum pour l'avenir franco-allemand a engagé une réflexion plus large avec des experts de la société civile et des administrations nationales de nos deux pays sur le rôle moteur que peuvent jouer les collectivités pour le développement de tels systèmes agro-alimentaires, locaux, durables, sains et résilients. Si les collectivités territoriales disposent de nombreux leviers d'action, tels que les plans d'aménagement des sols pour maîtriser l'artificialisation des terres, le droit de préemption et la mobilisation des acteurs locaux, elles ont besoin d'un cadre légal et politique national favorable à l'utilisation de ces leviers. Le Forum propose plusieurs mesures concrètes dans ce sens, applicables aux contextes français et allemands.

Quelles actions nationales pour favoriser l'action locale ?

La reterritorialisation des systèmes alimentaires ne pourra se faire qu'avec tous les acteurs locaux – agriculteurs, consommateurs, autorités publiques, entreprises de la transformation des aliments, distributeurs, opérateurs de la restaurant collective, etc.

Les États peuvent favoriser le travail des collectivités territoriales pour réunir ces acteurs en finançant et accompagnant le développement collectif de stratégies territoriales d'alimentation durable en requérant leur compatibilité avec les objectifs climatiques et la protection de la biodiversité. Ce soutien pourrait se concrétiser par exemple par le financement de postes de chargés de mission pour l'alimentation durable au sein des collectivités territoriales.

Ce soutien peut également viser l'émergence de plateformes mettant localement en réseau les acteurs, producteurs et autres parties prenantes de la chaîne de production alimentaire régionale.

Les expériences de Mouans-Sartoux et Nebelschütz ont également démontré l'effet d'accélération important que peut avoir la maîtrise du foncier agricole par des mairies engagées pour une alimentation durable et locale : le Forum pour l'avenir a formulé des propositions concrètes dans cette optique

Quelles actions au niveau européen ?

Une action concrète pour favoriser l'émergence de systèmes alimentaires locaux pourrait aussi se traduire concrètement par une modification droit européen de passation des marchés publics, et plus particulièrement par celle de la directive n° 2014/24/UE. En effet, cette directive interdit pour l'heure toute préférence locale dans la commande publique alimentaire alors même que celle-ci est un levier d'action important des collectivités, en particulier pour offrir des débouchés pérennes aux agriculteurs locaux. Mener une action résolue dans ce cadre, d'abord dans le cadre franco-allemand transnational, puis en y associant d'autres partenaires européens pourra faire évoluer considérablement les pratiques.

Par ailleurs, le Forum pour l'avenir franco-allemand demande aux gouvernements des deux pays de promouvoir une réorientation progressive des primes à la surface de la Politique agricole commune afin de rémunérer les prestations environnementales et d'intérêt général fournies par les acteurs de l'agriculture locale.

Crédit photo : Ville de Mouans-Sartoux

L'action culturelle participative, quèsaco ?

La culture pratiquée avec la participation des habitants permet d'ouvrir des espaces d'expression et de rassemblement. Quelques villes utilisent ces formes participatives de l'action culturelle comme levier de transition socio-écologique. Que nous apprennent ces expériences et comment favoriser leur dissémination ?

Pourquoi est-ce important ?

Notre recommandation s'appuie sur les observations réalisées en 2021 dans des collectivités françaises et allemandes.

Loos-en-Gohelle est une ville de 6 700 habitant·e·s qui fait référence dans la constellation des villes françaises pionnières de la transition écologique. Elle a suivi une stratégie originale pour engager son territoire dans une démarche « du noir au vert » - du charbon aux énergies renouvelables. Au lendemain de la fermeture des mines dans les années 1980, cette commune a fait le pari de la **résilience par la culture**. Pour lutter contre la perte de repères consécutive à l'effondrement du système minier, elle a mis en place une **politique culturelle participative** visant à valoriser la mémoire, les valeurs populaires et les savoir-faire de la région. Symbole de cette démarche, les premières « Gohelliades » sont lancées en 1984 : ce festival culturel annuel invite les habitant·e·s à mettre eux-mêmes en scène l'histoire collective locale.

Initialement outil de mémoire, la culture est progressivement devenue un **élément central de l'action publique** à Loos-en-Gohelle. En créant les espaces d'expression et de « faire ensemble », l'outil culturel a permis de renforcer la mobilisation des habitant·e·s dans la vie locale. Motivés par la valorisation de leur identité et de leur histoire, les citoyen·ne·s ont été impliqué·e·s de plus en plus largement dans la définition des priorités de l'action publique de « l'après-charbon ». C'est avec eux que l'orientation écologique a été décidée et définie. D'acteurs sur scène, ils sont devenus « habitant-acteurs » dans la construction de leur ville.

> « Il y a une volonté tellement puissante des gens d'exprimer leur colère, leur sentiment d'injustice, leur douleur ! Il faut absolument créer des espaces qui permettent cette expression. Il faut utiliser cette énergie-là pour engager sur une action et oser, innover. »
>
> **Geoffrey Mathon, Adjoint au Maire de Loos-en-Gohelle**

Le secteur culturel participe lui aussi de la transition locale dans la ville de Zeitz. Cette ville industrielle de la région allemande du Burgenlandkreis (Saxe-Anhalt) au passé prestigieux est confrontée depuis 1989 aux problèmes du déclin démographique et au vieillissement de la population, avec pour résultat de très nombreux logements vacants. L'association Kloster Posa, à laquelle la municipalité a accordé l'exploitation d'un ancien monastère aux portes de la ville, est un acteur important de sa revitalisation par l'art et la culture : elle propose, depuis sa création en 2013, de nombreuses offres culturelles et éducatives invitant les habitant·e·s à imaginer ensemble l'avenir de leur ville.

Le village saxon de **Nebelschütz**, également marqué par une crise profonde après la réunification allemande, a lui aussi poursuivi une stratégie culturelle de (ré-)appropriation collective de l'histoire, de l'identité et des savoir-faire locaux. Le projet de transition écologique porté par la municipalité s'accompagne et se nourrit d'activités culturelles et artistiques invitant les habitant·e·s à renouer avec les traditions régionales et à élaborer collectivement une vision d'avenir pour le territoire.

Si ces exemples, montrent combien l'outil culturel participatif est reconnu et investi par certaines collectivités locales comme levier inclusif et durable de mobilisation autour du projet de territoire, **son potentiel pour la transition écologique est encore trop peu reconnu et exploité**. La mise en œuvre d'une telle stratégie requiert des ressources et des compétences spécifiques dont disposent rarement les municipalités.

Quelles actions nationales pour favoriser l'action locale ?

Le Forum pour l'avenir appelle donc à une **reconnaissance de l'action culturelle participative locale comme levier de la transformation écologique et sociale et vecteur essentiel de résilience économique et sociale**, et à la **promotion de son usage** par les collectivités. Pour cela, le Forum propose en particulier l'instauration de centres de compétences ayant pour mission de sensibiliser les communes aux potentiels de l'action culturelle participative comme stratégie de développement territorial et de les accompagner dans leur mise en œuvre de telles démarches.

Envie d'en savoir plus ? Découvrez notre analyse du rôle des démarches culturelles participatives dans la transformation engagée par la mairie de Loos-en-Gohelle : Étude du Forum pour l'avenir sur Loos-en-Gohelle. La politique culturelle participative comme moteur de transformation locale

Crédit photo : Kloster Posa

L'agenda de l'été et de la rentrée

Août 2022

— **22.08** Cuisines de la transformation du Forum pour l'avenir avec Dr. Dirk von Schneidemesser - Lien à venir dans la prochaine édition et sur notre site.

— **23.08** Nous suivons avec grand intérêt le cycle de discussions sur "La Ville dans le Changement Climatique" (Die Stadt im Klimawandel) organisé par le Bundesverband Wohnen und Stadtentwicklung. **Prochain événement** le 23.08. sur un nouveau mouvement Bauhaus mondial pour la durabilité ("Eine neue globale Bauhausbewegung für Nachhaltigkeit").

Octobre 2022

— **13 & 14.10** "Moins, mais mieux. Concrétiser la sobriété dans l'aménagement urbain" - événement à Strasbourg co-organisé avec TANDEM. Plus de détails à venir sur notre site

Forum pour l'avenir Franco-Allemand - Deutsch-Französisches Zukunftswerk

Secrétariat Berlin
IASS Potsdam e.V.
Joachimsthaler Straße 10
10719 Berlin
ALLEMAGNE

Secrétariat Paris
France Stratégie
20 avenue de Ségur
75007 Paris
FRANCE

Accès newsletter